

ACTIF	31/12/2025	31/12/2024
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	364 124	792 168
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	9 685 233	10 245 642
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8 177 694	8 873 232
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 507 539	1 372 410
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 370 555	2 404 671
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 334 181	2 368 297
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	36 374	36 374
Titres au coût amorti	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	2 947 862	1 377 912
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3 786 839	1 804 744
Écarts de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs d'impôt exigible	123 922	8 111
Actifs d'impôt différé	-	5 075
Comptes de régularisation et autres actifs	1 228 328	1 044 801
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	-	-
Immuebles de placement	-	-
Immobilisations corporelles	362 719	141 951
Immobilisations incorporelles	119 307	98 809
Écarts d'acquisition	678 823	453 830
TOTAL ACTIF	21 667 711	18 377 714

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	147 693	104 682
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	147 693	104 682
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 977 080	7 387 915
Dettes envers la clientèle	2 875 543	2 500 396
Titres de créance émis	4 358 205	3 798 541
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	213 641	97 123
Passifs d'impôt différé	17 110	-
Comptes de régularisation et autres passifs	3 364 203	1 935 868
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	-	-
Provisions	8 925	11 355
Subventions et fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	1 172 036	612 802
Capitaux propres	2 533 276	1 929 031
Capital et réserves liées	1 860 000	1 435 000
Réserves consolidées	261 439	204 252
Part du groupe	260 846	203 681
Part des minoritaires	593	571
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(3 470)	(1 806)
Part du groupe	(3 470)	(1 806)
Part des minoritaires	-	-
Résultat net de l'exercice	415 307	291 585
Part du groupe	327 260	159 814
Part des minoritaires	88 048	131 772
TOTAL PASSIF	21 667 711	18 377 714

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	31/12/2025	31/12/2024
+ Intérêts, rémunération et produits assimilés	240 572	233 050
- Intérêts, rémunération et charges assimilés	(331 851)	(355 018)
MARGE D'INTÉRÊT	(91 280)	(121 968)
+ Commissions (produits)	316 062	203 173
- Commissions (charges)	(7 323)	(8 016)
MARGE SUR COMMISSIONS	308 738	195 157
+/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette	-	-
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	291 049	275 884
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	210 782	271 554
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	80 267	4 331
+/- Gains ou pertes nets des instruments financier à la juste valeur par capitaux propres	22 411	7 402
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	22 411	7 402
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la JVOCI en actifs financiers à la JVR	-	-
+/- Produits nets des activités d'assurance	-	-
+ Produits des autres activités	582 303	274 842
- Charges des autres activités	(29 975)	(12 354)
PRODUIT NET BANCAIRE	1 083 247	618 962
- Charges générales d'exploitation	(351 668)	(282 234)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(24 780)	(29 167)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	706 799	307 562
Coût du risque	(5 835)	(8 673)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	700 964	298 889
+/- Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	370	(1 749)
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	701 335	297 140
- Impôt sur les résultats	(286 028)	(111 612)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RÉSULTAT NET	415 307	185 528
Intérêts minoritaires (ou Participations ne donnant pas le contrôle)	88 048	25 714
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	327 260	159 814
Résultat de base par action (en dirhams)	17,59	11,14
Résultat dilué par action (en dirhams)	17,59	11,14

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	31/12/2025	31/12/2024
RÉSULTAT NET	415 307	185 528
Éléments recyclables en résultat net :	(1 919)	15 345
Écarts de conversion	-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(1 919)	15 345
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables	-	-
Impôts liés	-	-

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES (SUITE)	31/12/2025	31/12/2024
Éléments recyclables non en résultat net :	254	(261)
Réévaluation des immobilisations	-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	-	-
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-	(502)
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables	254	241
Impôts liés	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(1 664)	15 084
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	413 643	200 611
Dont Part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	325 002	174 897
Dont Part des minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	88 640	25 714

COMMENTAIRE

En consolidé, le produit net bancaire (PNB) atteint **MAD 1 083 millions**, contre **MAD 619 millions** en 2024. Cette évolution traduit à la fois la croissance de l'ensemble des activités de la banque et de ses filiales (MAD +243 millions) et l'effet de périmètre (MAD +221 millions) lié à l'intégration d'Ajarinvest depuis octobre 2024.

Au 31 décembre 2025, les charges générales d'exploitation, amortissements inclus, atteignent **MAD 376 millions**, contre **MAD 311 millions** en 2024. Hors effet de variation du périmètre, la hausse des charges s'élève à **MAD 36 millions**.

Quant au résultat net part du groupe (RNPG), il s'élève à **MAD 327.3 millions**, contre **MAD 159.8 millions** à fin 2024. Hors effet de variation du périmètre, il progresse de **MAD 116 millions**, soit +84 %.

Fidarc
Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
Casablanca - Maroc

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
Casablanca
Maroc

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2025

Aux Actionnaires de
CDG CAPITAL SA
Tour Mamounia,
Place Moulay El Hassan
Rabat - Maroc

Audit des états financiers consolidés
Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de CDG Capital et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de **2 533 276 KMAD** dont un bénéfice net consolidé de **415 307 KMAD**.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2025, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Réponse d'audit
Valorisation des instruments financiers conformément à la norme IFRS 9	
Dans le cadre de ses activités de marché, le groupe CDG CAPITAL détient des instruments financiers évalués et comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat et des capitaux propres. La juste valeur des instruments financiers est déterminée, conformément à la note y afférente au niveau de l'annexe aux comptes consolidés.	Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne du Groupe et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des instruments financiers à la juste valeur par résultat ou par capitaux propres.
Nous avons considéré la détermination de la juste valeur des instruments financiers comme un point clé d'audit au 31 décembre 2025, en raison :	Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :
- De l'importance du jugement requis pour la détermination de la juste valeur de ces instruments financiers ;	- Examiner le dispositif de gouvernance autour des modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau du Groupe ;
- Du risque d'incidence significative sur les résultats du groupe, au regard de l'importance du poste au niveau des états financiers consolidés ;	- Tester par sondage l'évaluation des instruments financiers à la juste valeur par résultat ou par capitaux propres ;
- Au 31 décembre 2025, la valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat s'élève à KMAD 9 685 233 et à la juste valeur par les capitaux propres à KMAD 2 370 555.	- Examiner les informations relatives à l'évaluation des instruments financiers présentées au niveau des annexes aux comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qui elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réévaluons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 28 mars 2026

Les Commissaires aux Comptes

FIDARCO GRANT THORNTON
FIDARCO GRANT THORNTON
7, Boulevard Driss Slaoui
Casablanca - Maroc

COOPERS AUDIT MAROC S.A
COOPERS AUDIT MAROC S.A
83, Avenue Hassan II
Casablanca
Maroc
08 5352 62 62 - Fax: 08 5357 17 4731
Abdelilah LAGHACHOUI
Associé

ACTIF	31/12/2025	31/12/2024
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	364 108	792 164
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 763 005	1 267 754
A vue	1 256 638	64 794
A terme	1 506 367	1 202 959
Créances sur la clientèle	3 796 500	1 824 283
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	1 750 936	549 297
Crédits et financements participatifs à l'équipement	1 803 663	1 274 562
Crédits et financements participatifs immobiliers	14	130
Autres crédits et financements participatifs	241 886	294
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	11 589 424	12 271 995
Bons du Trésor et valeurs assimilées	8 051 880	9 522 507
Autres titres de créance	2 323 814	1 496 857
Titres de propriété	1 213 729	1 252 630
Certificats de Sukuk	-	-
Autres actifs	584 516	619 829
Titres d'investissement	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
Autres titres de créance	-	-
Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	882 212	649 785
Participation dans les entreprises liées	824 490	599 497
Autres titres de participation et emplois assimilés	57 721	50 287
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	114 067	94 303
Immobilisations corporelles	312 855	84 429
TOTAL ACTIF	20 408 687	17 604 541

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 933 313	7 338 439
A vue	4 470 189	2 318 157
A terme	2 463 123	5 020 282
Dépôts de la clientèle	2 943 639	2 533 960
Comptes à vue créditeurs	1 492 728	1 276 266
Comptes d'épargne	-	-
Dépôts à terme	1 268 675	1 147 988
Autres comptes créditeurs	182 236	109 706
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	4 358 205	3 798 541
Titres de créance négociables émis	4 358 205	3 798 541
Emprunts obligataires émis	-	-
Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	2 692 179	1 516 289
Provisions pour risques et charges	112 668	91 435
Provisions réglementées	-	-
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	1 172 036	612 802
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
Écart de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	176 380	172 518
Capital	1 860 000	1 435 000
Actionnaires Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	26 358	28 303
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	133 910	77 256
TOTAL PASSIF	20 408 687	17 604 541

HORS BILAN	31/12/2025	31/12/2024
ENGAGEMENTS DONNES	7 300 587	6 236 574
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés	100 000	101 488
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	2 075 296	716 041
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 699 550	2 287 628
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	2 425 741	3 131 417
ENGAGEMENTS RECUS	2 392 946	2 969 083
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	609 438	609 438
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	1 051 508	1 627 645
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 401 577	1 214 445
Intérêts, rémunération et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	47 143	40 345
Intérêts, rémunération et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	102 681	90 221
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	81 001	90 975
Produits sur titres de propriété et de certificats Sukuk	72 869	35 220
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	316 062	203 173
Autres produits bancaires	781 822	754 511
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	870 012	839 947
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	94 312	79 376
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	73 711	143 700
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	155 498	121 037
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	546 490	495 854
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	531 566	374 478
Produits d'exploitation non bancaire	1 901	5 769
Charges d'exploitation non bancaire	126	5 262
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	297 054	241 217
Charges de personnel	165 595	130 875
Impôts et taxes	2 881	2 768
Charges externes	93 786	73 098
Autres charges générales d'exploitation	20 628	13 598
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	14 164	20 878

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES (SUITE)	31/12/2025	31/12/2024
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	59 985	58 569
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables	11 582	-
Autres dotations aux provisions	48 403	58 569
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	41 234	42 945
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	14 030	4 247
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	27 204	38 698
RÉSULTAT COURANT	217 536	118 145
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	9 449	4 700
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	208 087	113 445
Impôts sur les résultats	74 177	36 189
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	133 910	77 256

COMMENTAIRE

En social, le produit net bancaire (PNB) atteint MAD 532 millions, en hausse de 42 %, et le résultat net (RN) s'élève à MAD 134 millions, soit une progression de 73 % par rapport à fin 2024.

Sur base sociale, les fonds propres prudentiels de la banque se renforcent de 40 % à MAD 2.5 milliards, tandis que les ratios CET 1 et solvabilité atteignent respectivement 9.72 et 19.04 %, nettement au-dessus de l'exigence réglementaire fixée à 8 % et à 12 %.

Pour sa part, le ratio de liquidité à court terme (LCR) s'établit à un niveau confortable de 191 % à fin décembre 2025.

Fidarc
GrantThornton
7, Boulevard Driss Slaoui
Casablanca - Maroc

Aux Actionnaires de
CDG CAPITAL SA
Tour Mamounia
Place Moulay El Hassan
Rabat - Maroc

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
Casablanca
Maroc

Audit des états de synthèse

Opinion
Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de CDG Capital SA, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de **3 368 684 KMAD**, dont un bénéfice net de **133 910 KMAD**.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG Capital SA au 31 décembre 2025 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous sommes acquies des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Évaluation des titres de transaction et de placement	Réponse d'audit
Les titres de transaction et de placement figurent à l'actif de CDG Capital au 31 décembre 2025 pour un montant de 11 589 424 KMAD.	Les titres de transaction et de placement sont évalués conformément aux principes décrits dans l'état AI = Principales méthodes d'évaluation appliquées = de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC).	Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de la Banque et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des titres de transaction et de placement. Nos travaux d'audit ont principalement consisté à : <ul style="list-style-type: none">Examiner le dispositif de gouvernance relatif aux modalités de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau de la banque ;Tester par sondage l'évaluation des titres de transaction et de placement.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nous objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et nous ne le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futures pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevé au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 28 mars 2026

Les Commissaires aux Comptes



Rachid BOUHCHAZOU
Associé



Abdelhak LAHGHACHOU
Associé